



RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom patronymique : **SAOUDI**

Prénom : **Messaoud**

Nationalité : **Française**

Adresse professionnelle : **Faculté de Droit - Université Jean Moulin Lyon III
1C Avenue des Frères Lumière- CS 78242
69 372 Lyon Cedex 08**

Adresse électronique : **Messaoud.Saoudi@univ-lyon3.fr**

CHAMPS DE RECHERCHE

Droit public financier interne, international et européen/ Droit de la gouvernance
Trois axes de recherches:

Axe 1 : Souveraineté budgétaire et comptable et standard international de bonne gouvernance financière.

Objet : saisir l'influence du droit de l'UE sur la gestion des finances des Etats de la zone euro.

Objectif : montrer la nécessité d'une gouvernance européenne des finances nationales pour le maintien de la zone euro.

Axe 2 : Souveraineté politique et standard international de bonne gouvernance publique.

Objet : saisir l'influence du droit politique anglo-saxon sur les institutions politiques et administratives nationales et/ou locales.

Objectif : montrer que la recherche de légitimité politique appelle d'intégrer le concept anglo-saxon d'*accountability*.

Axe 3 : Souveraineté intérieure et standard international de bonne gouvernance policière.

Objet : saisir l'influence grandissante du droit international et européen des droits de l'homme sur l'activité policière.

Objectif : montrer que la légitimité policière appelle le respect d'un standard international de protection de la personne humaine.

FONCTIONS PROFESSIONNELLES

Maître de conférences HDR HC en droit public, Université Jean Moulin Lyon III (2017-...).

Maître de conférences en droit public, Université Lumière Lyon II (2001 - 2017) .

Chargé d'enseignement contractuel, Université Lumière Lyon II (1998 à 2001) .

Attaché temporaire d'enseignement et de recherches (A.T.E.R), Université Lumière Lyon II (1996 à 1998).

Allocataire de recherches, Université Lumière Lyon II (1993 à 1996).

TITRES UNIVERSITAIRES ET DIPLÔMES

2017 **Habilitation à diriger des recherches (HDR)**, *La souveraineté financière de l'Etat au défi de la gouvernance européenne des finances publiques nationales* soutenue le 18 mai 2017 à l'Université Jean Moulin Lyon III.

Caroline CHAMARD-HEIM, Professeure à l'Université Jean Moulin Lyon III (garante);
Eric OLIVA, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille (président du jury) ;
Jean-Luc ALBERT, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille (rapporteur);
Sylvie CAUDAL, Professeure émérite à l'Université Jean Moulin Lyon III (rapporteuse);
Mathieu HOUSER, Maître de conférences HDR à l'Université de Besançon Franche-Comté (rapporteur).

2000 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences** (Section 02 du CNU)

1998 **Doctorat en droit public**, *La police et les minorités : étude comparative France-Angleterre* soutenue le 3 décembre 1998 à l'Université Lumière Lyon 2. Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Claude JOURNES, Professeur à l'Université Lumière Lyon II (directeur); Jean-Jacques GLEIZAL, Professeur à l'Université Pierre- Mendès France Grenoble II (président du jury) ;
Geneviève KOUBI, Professeure à l'Université de Cergy-Pontoise (rapporteuse); Stéphane CAPORAL, Professeur à l'Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (rapporteur); Pierre COMTE, Professeur à l'Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (rapporteur).

1993 **Diplôme d'études approfondies (DEA)** administration publique, Université Lumière Lyon II, mention bien.

1992 **Maîtrise administration économique et sociale option gestion publique**, Université Lumière Lyon II, mention assez bien.

1991 **Licence d'administration publique (LAP)**, Université Paris XII-Créteil-Val-de-Marne.

APPARTENANCE A DES EQUIPES DE RECHERCHES

2015-... Equipe de droit public de Lyon (EDPL), Centre d'études et de recherches financières et fiscales (EDPL-CERFF EA 666, faculté de droit, Université Jean Moulin Lyon III).

2001-2015 : Centre Droits, Contrats et Territoires (DCT EA 4573, faculté de droit et de science politique, Université Lumière Lyon II).

Publications

I. Ouvrages

1. *L'essentiel des finances publiques en fiches*, 1^oédition 2014, Ellipses, Paris, 3^oédition, 2021, 220 p.
2. *Leçons d'introduction au droit public*, Ellipses, Paris, 1^oédition 2015, 2^oédition 2022, 333 p.
3. *Le droit fiscal général en tableaux*, Ellipses, Paris, 1^oédition 2019, 2^oédition 2021, 420 p.
4. *Fiches des finances sociales*, Ellipses, Paris, 1^oédition 2020, 2^oédition 2022, 206 p..

II. Etudes

A. Etudes parues dans des ouvrages

5. « L'action économique européenne en temps de crise. Vers une éthique de la solidarité budgétaire et monétaire ? », Actes du colloque virtuel *L'éthique à l'épreuve de la crise*, sous la direction de V. Barbé et J.F. Kerléo (dir.), 2021, éditions L'Épitoge, collection Unité du droit, pp. 39-49.
6. « Le consentement de l'impôt en Afrique. Quelle compétence du Parlement à l'ère de l'administration fiscale numérique ? », in E. Sohounou, J. Faust Kakaï, M. Ollivier (coord.), *Le Parlement en Afrique*, Actes du colloque international organisé au Bénin du 23 au 26 septembre 2019, l'Harmattan, Coll. Droits publics, avril, 2021, p. 115.
7. « La police de sécurité du quotidien. La performance policière, une réponse adaptée au besoin de proximité ? », in M. Conan et alii (dir.) *Singularité(s) des finances de la défense et de la sécurité*, Actes de colloque, Mare & Martin, Paris, 2020.
8. « Le concept constitutionnel de « représentation équilibrée des territoires » pour l'élection des assemblées locales en France. Vers une nouvelle conception de la représentation politique ? », in S. Brunet, L. Lebon et Y. Richard (dir.), *Prolifération des territoires et représentations territoriales de l'Union européenne*, coll. « Les dossiers des annales de droit », PURH, 2019, pp. 29-38.
9. « L'applicabilité du droit de l'Union dans les territoires français d'outre mer. Consécration et/ou dépassement de la discontinuité territoriale ? » in A. Farinetti (dir.), *Continuités et discontinuités territoriales en droit public*, Mare & Martin, Paris, 2019, pp 97-107.
10. « Les « contrôles au faciès » devant l'autorité administrative et judiciaire-Vers la fin du profilage ethnique ? », *Mélanges en l'honneur du professeur Claude Journès - L'ordre critique du droit*, L'épitoge- Lextenso, Toulouse & Lyon, février 2017, pp. 103-114.
11. « Un nouvel instrument financier de développement des territoires : l'Agence France locale », in CIST, *En quête de territoire(s) ? Looking for territories ?* Grenoble, février 2016, pp. 434-438 et aussi mis en ligne sur HAL archives ouvertes.
12. « La responsabilité des gouvernements nationaux dans l'exécution du budget de l'Union », in Ch. Geslot, P.Y. Monjal, J. Rossetto (dir.), *La responsabilité politique des exécutifs des États membres du fait de leur action européenne*, Bruylant, Bruxelles, 2016, pp. 349-363.

13. « Le budget de la PSDC- Une Europe de la défense ou une Europe des défenses ? », in N. Clinchamps, P.Y. Monjal (dir.), *L'autonomie stratégique de l'Union européenne. Perspectives, responsabilité, ambitions et limites de la défense européenne*, Larcier, 2015, pp. 181-192.
14. « Le financement des opérations transfrontalières des collectivités territoriales », en collaboration avec Olivier Négrin in H. Comte et N. Levrat (dir.), *Aux coutures de l'Europe- Défis et enjeux juridiques de la coopération transfrontalière*, Coll. Logiques juridiques, L'Harmattan, Paris, 2006, pp. 279-314.
15. « Droit et pratiques policières en territoires de relégation urbaine : entre sécurité intégration et sécurité exclusion », in M.C. Blanc-Chaléard, S. Dufoix et P. Weil (dir.), *L'Etranger en questions : du Moyen âge à l'an 2000*, Le Manuscrit, CHS XX^e siècle, Paris, 2005, pp. 515-526.

C. Etudes parues dans des revues

16. « La taxe de séjour, un modèle de taxe locale à l'ère numérique », *Gestion et Finances publiques*, n°2-2020, mars-avril 2020, pp. 71-79.
17. «La fiscalité géographique dérogatoire en territoires métropolitain et ultramarin », dossier *Géographie et finances publiques* sous la direction de E. Beauvironnet et J.F. Boudet (dir.), *Revue Pyramides*, n°29 bis, Université Libre de Bruxelles (ULB), 2020, pp. 65-90.
18. « Le projet lyonnais de « green city » ou le « paradoxe vert », *Gestion et Finances publiques*, n°5-2019, septembre-octobre 2019, pp. 35-43.
19. « Les budgets participatifs d'investissement : un dispositif politique et/ou un dispositif citoyen ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°3, mai-juin 2019, pp. 24-27 et aussi sur le site de la revue en ligne *Revue générale de droit* (RGD).
20. « La géographie de la politique de la ville. Une géographie prioritaire au régime financier et fiscal dérogatoire ? », *Pouvoirs locaux*, n°113, juin 2019, pp. 97-108.
21. « La maîtrise par l'Etat de la dépense et dette locales. De la contractualisation à la constitutionnalisation financière ? », *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger (RDP)*, mars-avril 2019, n°2, pp. 499-520.
22. « La dématérialisation des actes et services publics locaux-Une réponse efficace et durable à la contrainte financière ? », *Expertises des systèmes d'information-Droit, technologies & prospectives*, n°438-septembre 2018, pp. 306-311.
23. « La gouvernance fiscale européenne. Vers un droit fiscal de l'Union ? », Dossier spécial, sous ma responsabilité, *Revue de l'Union européenne*, n°620, juillet-août 2018, pp. 416-443.
24. « Impact fiscal dans le domaine de l'environnement : la fiscalité verte, un levier d'action sur les contraintes et/ou sous contraintes ? », *Revue de l'Union européenne*, n°620, juillet-août 2018, pp. 436-443.
25. « Le mécénat culturel-Vers la fin de l' « exception culturelle française » ? », *Gestion & Finances publiques*, n°2- 2018, mars-avril 2018, pp. 87-91.

26. « Régions : la capacité fiscale et financière en questions », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°3, mai-juin 2017, pp. 32-37.
27. « Le risque souverain dans la zone euro », *Revue de l'Union européenne*, n°597, avril 2016, pp. 232-238.
28. « Vers la fin d'un symbole local ? Le cumul des mandats », *Politeia*, n°28, automne 2015, pp. 69-78 et dans *Cahiers Jean Moulin* avril 2017, revue en ligne : <https://revues.univ-lyon3.fr/cjm/>
29. « Le principe financier de vérité : un principe d'avenir ? », *Revue française de finances publiques*, (RFFP), n°132, novembre 2015, pp. 181-191.
30. « La Métropole de Lyon : modèle ou contre-modèle institutionnel et financier ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°7/8, juillet-août 2015, pp. 45-49.
31. « *Transparency in public life and respect for private life* », *Montesquieu Law Review (MLR)*, issue No.2 July 2015, pp. 77-83.
32. « L'objectif national d'évolution de la dépense locale-Vers une loi de financement des collectivités territoriales ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°1-2, janvier-février 2015, pp. 97-101.
33. « Le transport ferroviaire régional de voyageurs-Quel(s) financement(s) pour quel(s) service(s) ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°11-12, novembre-décembre 2014, pp. 126-130.
34. « Les deniers de l'État et « nouvelle gestion publique »-Vers la fin du caractère inappropriable des deniers publics ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°8-9, août-septembre 2013, pp. 11-18.
35. « La régulation européenne des finances publiques nationales », *Revue de l'union européenne*, n°567, avril 2013, pp. 202-213.
36. « Les agences de l'État. Une nécessaire clarification institutionnelle et transparence budgétaire », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°4, avril 2013, pp. 11-17.
37. « L'équilibre des finances publiques.Vers un ordre public financier européen ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°1, janvier 2013, pp 73-79 et aussi *Courrier juridique des finances et de l'Industrie (CJFI)*-janvier-février-mars 2013, n°71, pp. 2-11.
38. « L'agence de financement des collectivités territoriales : vers une banque publique locale ? », *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°12, décembre 2012, pp 61-66.
39. « La LOLF et le système d'information financière de l'État.Vers un État immatériel centralisé ? », *Expertises des systèmes d'information- Le mensuel du droit de l'informatique et du multimédia*, n°357, avril 2011, pp136-139 et n° 358, mai 2011, pp. 180-183.
40. « L'autonomie financière des universités. Vers une « nouvelle université »?, *Gestion et Finances publiques-La revue*, n°2, Février 2011, pp. 112-119.
41. « Les opérateurs de l'État. Essai de définition et illustration », *Gestion et Finances*

publiques-La revue, n°3-4, Mars-avril 2009, pp. 229-234.

42. « L'accord-cadre et les collectivités territoriales. Un instrument contractuel adapté aux achats TIC », *Expertises des systèmes d'information- Le mensuel du droit de l'informatique et du multimédia*, n°333, février 2009, pp. 57-63.
43. « La discrimination positive territoriale : de la dérogation à l'institutionnalisation », *Droit et Ville*, n°66, 2008, pp. 245-260.
44. « La monarchie au fondement de l'institution présidentielle- Présence et absence de la monarchie dans le débat constitutionnel », *Politeia*, n°11, 2007, pp. 59-71.
45. « Typologie des dépenses locales : problématique et enjeux », *La Revue du Trésor*, n°5, mai 2007, pp. 471-477.
46. « Le temps de parole sur les motions de rejet. Réflexions sur une réforme récente du Règlement de l'Assemblée nationale », *Revue française de droit constitutionnel (RFDC)*, 47, 2001, pp. 529-571.
47. « Une nouvelle approche des relations ordonnateur comptable. Les conventions de partenariat entre les services du Trésor et les collectivités locales », *La Revue du Trésor*, n°7, juillet 2001, pp. 442-447.

D. Etudes achevées à paraître

48. « La police de sécurité du quotidien. Une simple mesure de police générale ou une police spéciale sur-mesure ? », Actes du 8^o Colloque annuel de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), sous la direction de D. Cumin et Th. Meszaros, Mare & Martin, Paris, septembre 2021.
49. « CFP 2021-2027 : rubrique 5 « Défense et sécurité ».Vers un droit européen de la défense?», Dossier « Droit de la Défense » – Revue *Les Champs de Mars*, à paraître en janvier 2022.
50. « Nauru, quelques enseignements sur la soutenabilité des finances publiques en Micronésie », in J. Bénétou (dir.), *Les finances publiques en Océanie. Tome 2. Polynésie, Mélanésie, Micronésie, collectivités françaises du Pacifique*, PUAM, à paraître en 2021.
51. « Le bien-être animal dans l'Union européenne. Quelle(s) modalité (s) de financement pour quelle performance environnementale ? », in I. Michallet (dir.), *Bien-être et normes environnementales*, actes du colloque de l'Université Lyon 3, Mare & Martin 2021.

III. Commentaires et note de jurisprudence

52. « Décision n° 2020-804 DC du 7 août 2020 sur *la loi organique relative à la dette sociale et à l'autonomie. La dette sociale, une dette publique temporaire ?* », non publié.
53. « Décision n° 2020-838/839 QPC du 7 mai 2020, *M. Jean-Guy C. et autre*. Le cumul entre sanction pénale et sanction pour gestion de fait devant le juge constitutionnel financier », non publié.
54. « La gestion budgétaire et comptable des universités. L'éclairage jurisprudentielle de la Cour des comptes. Commentaire d'arrêt de la Cour des comptes sur la responsabilité personnelle et pécuniaire de l'agent comptable des universités », non publié.

55. « Comment apprécier la condition d'implantation en ZFU d'une société sous-traitant une partie de son activité hors zone fiscale éligible ? Note sous l'arrêt CE, 3e et 8e ch., 27 décembre 2019, *Sté Univer'sel* », non publié.
56. « Tascom : quand le pouvoir réglementaire excède sa compétence fiscale », note sous [arrêt de la Cour administrative d'appel de Lyon dans son arrêt du 15 décembre 2016](#) jurisprudence mise en ligne en mai 2017 sur le site de l'Association lyonnaise de droit administratif (Alyoda) .
57. « Conditions d'assujettissement à l'impôt sur les sociétés d'une régie gérant un laboratoire départemental d'analyses », note sous [arrêt n°15LY00754](#) et [arrêt n°15LY00757](#) tous deux rendus le 13 octobre 2016 par la Cour administrative d'appel de Lyon, jurisprudence mise en ligne en janvier 2017 sur le site Alyoda.
58. « Convention fiscale entre la France et la Nouvelle-Calédonie : régime des sociétés de personnes au regard des règles de territorialité », note sous [arrêt de la Cour administrative d'appel de Lyon du 31 mars 2016](#), jurisprudence en ligne en mai 2016 .

Interventions orales

I. Interventions à l'étranger

1. « Le financement de la relance par une dette commune : une Union européenne (enfin) solidaire ? », Communication au colloque des 25 ans du Collège juridique franco-roumain sur le thème La relance européenne, les 28 et 29 octobre 2021, Bucarest. 1ère journée : Relance européenne et réforme de la gouvernance 2° table-ronde : Le défi commun du financement de la relance d'études européennes.
2. « Le défenseur des droits et les droits de l'enfant en France », Webinaire des 6 au 9 septembre 2021, organisé par l'Institut des hautes études de Tunis (IHET) sous l'égide de l'Unicef et du Conseil de l'Europe, Tunis.
3. « The historical principle of consent to tax is the basis of the legitimacy of the sovereign state », Communication en anglais lors de la 8° Conférence internationale de Koweït-city sur le Theme 6 - State Sovereignty - The constitutional and legal foundations for the state's approval of taxes and the imposition of fees in times of crisis and disaster, Koweït International Law (Kilaw), des 6 & 7 octobre 2021, Koweït.
4. «Tax incentives and territorial attractiveness for investment », Communication en anglais à distance (*via* l'application Zoom) lors de la 7° Conférence internationale de Koweït-city, Koweït International Law (Kilaw), 10 octobre 2020, Kilaw, 19h-21h, publié dans *Kilaw Journal* - Volume 8 - Special Supplement – Issue 8 - Rabi Al-Akhar - Jumada-Al-Awal 1442/December 2020, 28 p.
5. « Vers "un budget public vert" ? A la recherche de la bonne gouvernance financière climatique », communication par visioconférence dans le cadre du Séminaire francophone du Groupe Européen pour l'Administration Publique (GEAP) aux 90 ans de l'Institut International des Sciences Administratives (IISA) sur le thème "Gouvernances Territoriales et Action pour le Climat", Bruxelles, 18 décembre 2020.
6. « Financement et fiscalité de la politique de « géographie prioritaire » : un modèle de différenciation territoriale et d'innovation citoyenne ?, communication dans le cadre du Groupe Européen pour l'Administration Publique (GEAP), thème « Réformes

administratives et politiques publiques : regards croisés »", Budapest (Hongre), colloque reporté à septembre 2021 pour cause de crise sanitaire (pandémie de Covid-19).

7. « L'administration fiscale française : une e-administration régaliennne au cœur de la réforme d'un État au service d'une société de confiance », communication dans le cadre du 12ème édition du Symposium International « Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques » sur le thème « Un demi-siècle de réformes administratives : quels effets sur la gouvernance des organisations de l'Etat, organisé l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises de Rabat (Maroc) du 16 au 17 avril 2020 reporté pour cause de Covid-19 aux 3 & 4 juin 2021.
8. « L'autonomie financière, condition d'une libre administration effective ? », communication au colloque organisé le 29 novembre 2019 par l'Institut des hautes études de Tunis (IHET) et intitulé *La libre administration en Tunisie : quelle démocratie locale pour quelle(s) finalité(s)?*
9. « Le modèle lyonnais de « green city » : le « paradoxe vert » (une politique volontariste financièrement contrainte ?) », communication dans le cadre du 10ème édition du Symposium International « Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques » sur le thème "L'avènement de la ville intelligente - Enjeux, défis, pratiques et impacts sur la gouvernance publique", Campus de Belval à Luxembourg du 5 au 6 mars 2019.
10. «La gestion publique par la performance. Principes et limites de la nouvelle gouvernance financière de l'Etat », *La transformation de la gouvernance pour une réalisation optimale des objectifs de développement durable*, Quatorzième forum ministériel du Centre Africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD), Marrakech, 21 juin 2018.
11. «Les budgets participatifs d'investissement le cas français » communication au 9ème Symposium international « Regards croisés sur les transformations de la gestion et des organisations publiques » sur le thème « La gestion de la participation citoyenne à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions dans les administrations et les organisations de l'État », organisé à l'Université de Tunis les 1 & 2 mars 2018.
12. « Les chambres régionales des comptes françaises : un modèle à suivre ? », Communication au colloque organisé le 2 novembre 2016 par l'Institut des hautes études de Tunis (IHET) et intitulé *Les collectivités locales au regard de la Constitution tunisienne de la Seconde République (26 janvier 2014) : autonomie, démocratie et sécurité.*
13. « La performance des services de police en France -L'action Sécurité et paix publiques », Communication lors de la Conférence internationale d'Istanbul sur la *Démocratie et la sécurité globale* des 11 au 13 juin 2007.
14. «*The police force of urban safety and minorities : comparative study France-England* », Communication en anglais lors de la Conférence internationale d'Istanbul sur la *Démocratie et la sécurité globale* des 9 au 11 juin 2005.
15. « Les modèles français et anglais de police », Communication lors de rencontres de Skopje (Macédoine) en 2001 dans le cadre d'une Conférence internationale organisée par la ministère de l'Intérieur français sur la réforme des polices en Europe.

II. Interventions en France

16. « Plan de relance 2021 et mission budgétaire « Sécurités » » : pour la police et la gendarmerie nationales, se mettre au vert », Actes du 9^o Colloque annuel de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), sous la direction de L. Reverso et F. Schneider, Université de Toulon, septembre 2021.
17. 9^{ème} colloque de l'Association internationale de recherche en management public (AIRMAP), "L'Entrepreneuriat: Quels défis pour le Management Public?", 26-27 octobre 2020, Montpellier, intervention à distance à l'Atelier 5 – Nouvelles formes d'ouverture et de rapprochement public privé (FOR-PP). Vers un essai de conceptualisation présidé par le Prof. Bachir Mazouz de l'Université de Montréal, lundi 26 octobre 2020.
18. « La géographie de la politique de la ville. Une géographie prioritaire au régime financier et fiscal dérogatoire ? », *Géographie et finances publiques*, Séminaire du Centre d'études et de recherches en sciences administratives (CERSA) de l'Université Paris II-Assas, 23 novembre 2018.
19. Participation par une communication intitulée « la gouvernance financière locale : vers une loi de financement des collectivités territoriales ? » au congrès national de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC) de juin 2017 à Lille (France).
20. De 2012 à 2015 Participation au Programme de recherche collectif par des séminaires sur le risque de l'équipe DCT qui s'achèvera avec une communication sur le « risque souverain dans la zone euro » lors des rencontres juridiques du 15 octobre 2015.

INVESTISSEMENT DANS L'UNIVERSITE

Responsabilités scientifiques

I. Direction scientifique de colloques et/ou journées d'études

1. « La certification des comptes locaux : de l'expérimentation à la généralisation ? », colloque prévu le 10 décembre 2021 dans le cadre du CERFF, Actes de colloque à paraître dans la revue *Gestion & Finances publiques* en 2021.
2. « La fiscalité locale : regards comparatifs. Simple évolution ou véritable révolution ? », colloque organisé le 10 octobre 2019 dans le cadre du CERFF, Actes de colloque publiés dans la revue *Gestion & Finances publiques*, n^o mars/avril 2020, pp. 5-84.
3. « Le patrimoine local à la lumière du droit financier des collectivités territoriales », colloque organisé le 14 septembre 2018 dans le cadre du CERFF, Actes de colloque publiés dans la revue *Gestion et Finances publiques-La revue*, n^o6, nov.-déc. 2018, pp. 5-68.
4. « La dépense locale d'investissement : une dépense d'avenir source d'innovation », colloque organisé le 31 mars 2017 organisé au sein du CERFF, Actes de colloque publiés dans la revue *Gestion et Finances publiques-La revue*, n^o5, sept-oct. 2017, pp. 22-76.
5. Organisation administrative et scientifique de conférences-débats de mars à mai 2016 dans le cadre du CERFF sur les thèmes suivants : les Chambres régionales des comptes à la croisée des chemins : du juge au conseil ; l'Agence France locale : présentation de la banque des collectivités locales ; la Métropole de Lyon : aspects financiers et fiscaux.

II. Encadrement doctoral

- M. Kassoum TRAORE, *La libre administration et l'autonomie financière des collectivités territoriales en Afrique de l'Ouest : le cas du Mali*, (première inscription en 2017).
- Mme. Habiba BOUHRI, *La concentration des entreprises en droit économique français et tunisien à la lumière du droit européen de la concurrence*, (première inscription en 2018).
- M. Youssef AKID, *La mutation des contrôles a priori de la dépense publique : approche comparée France -Maroc* », (première inscription en 2018).
- M. Alexandre BARRO, *La démarche de performance dans la réforme des finances publiques au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale*, (première inscription en 2020).
- Mme Lucie MUNOZ, *La gestion des ressources humaines par la performance dans l'administration publique* (première inscription septembre 2020).

III. Encadrement en Maîtrise puis en Master (liste non exhaustive)

Mémoires de Maîtrise puis de Master 1 et Master 2 Recherche et/ou Professionnel en Droit et/ou Science politique dans l'Université de rattachement (une dizaine par an); parmi les mémoires sous ma direction on peut notamment citer (liste non exhaustive) :

2020-

- Master 2 Droit de la coopération économique et des affaires internationales (Hanoi)*
-Mme Axelle Meignen, *La protection des consommateurs contre les pratiques anticoncurrentielles*, 2020, 120 p.

2013-2016

- Master 2 Action économique et coopération des collectivités territoriales en Europe (Lyon II)*
-Lucas Reisel, *La rationalisation de l'action départementale*, 2016, 60 p.
- Benjamin Florestan Cesbron, *L'optimisation des achats publics au sein d'un établissement public de coopération intercommunale dans un contexte de maîtrise de la dépense publique et de mutualisation des services et des moyens*, 2016, 60 p.
- Lahcen Borni, *La contribution du service public des sports à l'aménagement du territoire*, 2016, 80 p.
- Adel Boussetta, *le développement économique des collectivités territoriales par le droit de la commande publique*, 2016, 90 p.
- Olivier Lazarus, *La dynamique économique au sein de la Communauté de communes de la Région de Guebwiller*, 2016, 68 p.
- Adrien Pellegrin, *L'influence de l'organisation intercommunale métropolitaine sur l'activité économique*, 2016, 60 p.
- Lucas Reisel, *La rationalisation de l'action départementale*, 2016, 60 p.
- Mickael Tomassian. *Le financement des Clusters*, 2016, 60 p.
- Carole Philibert, *L'impact de la démocratie participative sur les politiques publiques locales*, 2015, 70 p.

- Camille Mauran, *La politique de transport ferroviaire régional : application en Rhône-Alpes*, 2014, 82 p.

2007-2012

Master 2 Organisation et protection des systèmes d'information dans l'entreprise (OPSIE) - Droit des contrats informatiques (Lyon II)

10 rapports de stage par an

2006-2007

Master 1 Droit public option Droit de l'administration et des collectivités territoriales (Lyon II)

- Virginie Licata, *La difficile application du code des marchés publics au sein des collectivités territoriales : l'exemple de la commune de Boën*, 2007, 101 p.

IV. Participation à des jury de mémoire (liste non exhaustive)

2018-2019

M1 Droit public fondamental (Lyon III)

- Léa Lahmar, *Le statut ultramarin de l'islam en droit public français*, sous la direction de Mathilde Philip-Gay, MCF HDR à Université Jean Moulin Lyon 3, juin 2019, 104 p.

2011-2012

M1 Analyse des Politiques publiques (IEP de Lyon)

- Marie-Line Billaudaz, *Le rôle d'une révision générale des prélèvements obligatoires dans la sortie de crise économique et budgétaire*, Mémoire de Séminaire Aide à la décision publique : limites et ambitions de l'économie sous la direction du Professeur Yves Crozet, IEP de Lyon, 31 août 2012, 163 p.

ACTIVITES ET RESPONSABILITÉ PEDAGOGIQUES

I. Responsabilités collectives et activités associatives savantes

- Vice-président en charge des Finances et du Patrimoine de l'Université Lyon 3 (janvier 2021-....).

- Directeur adjoint du Centre d'études et de recherches financières et fiscales (CERFF), Responsable du pôle Finances publiques de l'Université Lyon III Jean Moulin (2019-2020).

- Membre élu au Comité de sélection (CoS) à l'IEP de Lyon et à l'Université de rattachement Jean Moulin Lyon 3 (2018-...).

- Membre actif de la Société française des finances publiques (SFFP) depuis 2017 et de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD) depuis 2019.

II. Responsabilités pédagogiques

Responsable pédagogique du cours en ligne Finances & Gestion publiques de l'IEP de Lyon (IEPEL) pour les concours d'entrée à l'EN3S, aux IRA, et d'accès aux corps de la fonction publique Inspecteur des finances publiques (IFP), Inspecteur des douanes (ID), (2012-...).

Responsable pédagogique de la Deuxième année AES à Lyon 2 (2015 - 2016)

Présidence de jury L2 AES et Membre de la Commission d'équivalence AES, Faculté de Droit et Science politique (FDSP) de l'Université Lumière Lyon II.

Responsable pédagogique de la Première année AES à Lyon 2 (2001 - 2012).

Présidence de jury L1 AES et Membre de la Commission d'équivalence AES à la FDSP de

III. Enseignements assurés

Cours magistraux :

Deuxième cycle :

Fiscalité locale, M2 Droit fiscal (6 h, Lyon 3), 2021-...

Procédures budgétaires et Finances publiques M2 Administrateurs des institutions de recherche (12 h annuel, ENS de Lyon), 2017-2021.

Droit de la régulation des activités économiques, M2 Droit de la coopération économique et des affaires internationales (20 h annuel, Université Nationale d'Hanoï-Vietnam), 2020-....

Finances locales (M1 Droit public et Carrières territoriales, 21h annuel, Lyon II) , 2006-2017.

Droit financier des collectivités territoriales (M2 Action économique, 21h annuel, Lyon II), 2011-2018.

Finances et comptabilité publiques, M1 Administration publique (21h annuel, Lyon II), 2016-2018.

Gestion & Finances publiques M1 Administration publique (51 h annuel, Grenoble II), 2011-2017.

Droit et Déontologie de la fonction publique M1 Administration générale (21 h annuel, Grenoble II), 2016-2017.

Droit des nouvelles technologies , M1 Informatique (21 h annuel, Lyon II), 2017-2013.

Droit des contrats informatiques, M2 Organisation et protection des systèmes d'information (21 h annuel, Lyon II), 2007-2012.

Premier cycle

Finances publiques, L2 Droit/ Science Politique/Philosophie (72h annuel, Lyon III), 2017-....

Finances publiques, L3 AES & L2 Droit et Science politique (42h annuel, Lyon II), 2006 -2017.

Finances publiques, L2 Droit (42h annuel, Université catholique de Lyon), 2009-2010.

Droit fiscal, L3 Droit public (60 h annuel, Lyon III), 2017-...

Droit fiscal, L3 Droit privé (30h annuel, Lyon III), 2018-2020

Droit fiscal général, L3 Droit Filière spéciale (32h annuel, Phnom Penh-Cambodge), 2011-2013.

Droit de l'Union européenne, L3 AES (21h annuel, Lyon II), 2013-2016.

Institutions européennes, L2 AES (21 h annuel, Lyon II), 2001 - 2016.

Relations internationales, L1 AES & L1 Droit et Science politique, 42 h annuel, Lyon II), 2001-2006 .

Histoire constitutionnelle française, L1 Droit et Science politique (21h annuel, Lyon II), 2001-2006 .

Introduction au droit public et droit privé, L1 AES (84 h annuel, Lyon II), 2001-2007.

Droit constitutionnel, L1 Droit (10h, Université du Caire- Aïn Chams), 2020-...

Droit constitutionnel-Théorie générale de l'État, L1 Sciences économiques et gestion (21 h annuel, Lyon II), 2016-2017.

Droit constitutionnel, L2 Droit (21 h annuel, Université del Salvadore de Buenos Aires-Argentine), 2015-2016.

Droit de l'informatique, L3 Statistiques et informatique (21 h annuel, Lyon II), 2007-2012.

Droit et management des activités numériques, L3 Statistiques et informatique (21 h annuel, Lyon II), 2017-2018.

Introduction générale au droit, DU Infographie (12 h annuel, Lyon II), 2016-2018.

Conférences de méthodes :

Finances publiques, Parcours Affaires publiques 4^o Année IEP (44h annuel, Sciences Po Lyon), 2005-2018.

Gestion & Finances publiques , IEP en ligne (40h annuel, Sciences Po Lyon), 2009-....

Travaux dirigés :

Droit constitutionnel, L1 Droit, (21 h annuel, Lyon II), 2003-2006

Droit et Institutions administratifs, L2 Droit & AES (21h annuel, Lyon II), 2001-2006.

Méthodologie juridique, L1 Droit & AES (21h annuel, Lyon II), 2000-2005.

Finances et comptabilité locales, M1 Administration publique (21h annuel, Lyon II), 2017-2018.

Formation continue

Finances publiques (finances étatiques, sociales et locales) à l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP) de Lyon (12 h annuel), 2019-....

Gestion & Finances publiques à l'Institut régional d'administration (IRA) de Lyon, 36h annuel, 2009-2021).

Institutions européennes (15h) et **Organisation et Fonctionnement de l'enseignement supérieur et de la recherche** (12h) à l'Université de Lyon (service formation du personnel), 2014-2015.

Gestion et Finances publiques (18h annuel, Ecole de Management de Strasbourg), 2012-2016.

Institutions et Finances publiques (12h annuel, Institut français d'éducation), 2006-2016.

Introduction au Droit Public (12h annuel), **Institutions internationales** (15h annuel) et **organisations européennes** (12h annuel) à l'Université Claude Bernard Lyon 1 (service formation du personnel), 2006-2010.

Droit Public (12h annuel), **Institutions politiques et administratives** (12h annuel) à l'Université Lumière Lyon II (service formation du personnel), 2000-2006.

Droit administratif (6h annuel) et **droit européen** (6h annuel) à l'Ecole des cadres sociaux et infirmiers (Ecole Rockefeller rattachée à la Faculté de Médecine de Lyon), 1995-2010.

Introduction aux droits public et privé à l'Institut du travail social de Lyon en (12h annuel), 1998-2010.

Introduction au droit français et Droit et gestion des associations (20 h annuel) dans le cadre du Certificat Connaissance de la laïcité, 2017-...